

SALAIRES DES FONCTIONNAIRES : LE POKER MENTEUR DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement vient d'annoncer aux organisations syndicales sa décision de geler la valeur du point d'indice jusqu'en 2012. Les fonctionnaires ne verront donc aucune évolution collective de leur pouvoir d'achat. Pour argumenter sa décision, le gouvernement a utilisé un jeu de cartes trompeur, étayé dans un document d'une soixantaine de pages remis aux organisations syndicales. Comme d'habitude, il met en avant les effets du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) pour démontrer que les fonctionnaires n'ont rien perdu, mais que bien plus, leur pouvoir d'achat a augmenté à hauteur de 3 % l'an en moyenne sur les dernières années !!! Cet argument se révélant manifestement insuffisant, il a mélangé pêle-mêle, d'autres cartes tout aussi irrecevables. Ainsi, il fait référence à la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat), mesure tellement contraignante qu'elle ne touche même pas 10 % des agents. Il s'appuie aussi sur les préconisations faites par la Cour des Comptes et la nécessité de réduire les dépenses publiques. Par ailleurs, le gouvernement accentue sa pression sur les collectivités locales en gelant les dotations qui leur sont versées, afin qu'elles réduisent leurs effectifs et participent ainsi à la RGPP (Refonte Générale des Politiques Publiques). A travers cette démonstration inacceptable, le gouvernement tente, une fois de plus, de stigmatiser les fonctionnaires comme étant des privilégiés et des nantis. La **FA-FPT** tient à rappeler au gouvernement qu'elle ne partage en aucun cas son analyse en matière de pouvoir d'achat des fonctionnaires et qu'elle dénonce l'absence de toute négociation ou de tout vrai dialogue sur ce sujet. Pourtant, la loi de Renouveau du Dialogue Social dans la Fonction publique, voulue par le gouvernement, devrait l'inciter à être exemplaire dans ce domaine. La **FA-FPT** rappelle aussi que dans la Fonction publique territoriale, composée à 75 % d'agents de catégorie C, **la précarité est réelle**, comme le démontre le rapport examiné le 16 mars dernier au Conseil supérieur de la FPT sur ce sujet et voté à l'unanimité par les représentants des salariés et des employeurs. La **FA-FPT** estime enfin paradoxale cette attitude totalement bloquée et fermée du gouvernement, alors même qu'il va inciter au versement d'une prime exceptionnelle dans les entreprises du secteur privé, reconnaissant ainsi implicitement la baisse du pouvoir d'achat. **La FA-FPT demande solennellement au gouvernement de revoir sa position et d'ouvrir des négociations sur les salaires, en remettant à plat les paramètres d'évaluation qu'il utilise. La FA-FPT s'inscrit d'ores et déjà dans une démarche intersyndicale, qui viserait à préparer une riposte à l'attitude du gouvernement sur le pouvoir d'achat et les salaires.**